

DIRECTION DES OPERATIONS, DU
MAINTIEN EN CONDITION
OPERATIONNELLE ET DU NUMERIQUE
Service des achats d'armement

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

PROCÉDURE ADAPTÉE

suivant les dispositions des articles R.2323-1 à R.2323-4 et R.2331-7 du code de la commande publique

Objet de la consultation : Prestations de vols de drones en essaims sous voilure fixe et de leur fourniture au profit des essais de DGA EM – site Méditerranée

Référence des avis d'appel public à la concurrence :

⇒ Publication PLACE (plate-forme des achats de l'Etat) n° 2025 SE 0226 accessible à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr

Date limite de réception des demandes précisions : 10 jours minimum avant la date limite de réception des plis éventuellement recalée.

Date limite de réception des plis de l'offre initiale :

22/04/2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE LIMINAIRE	4
1 OBJET DU PRÉSENT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	4
2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
3 ORGANISATION DE LA CONSULTATION	5
3.1 Allotissement du marché	5
3.2 Demandes de précisions	5
3.4 Protection du secret.....	5
3.5 Protection des données à caractère personnel.....	6
4 CONTENU ET MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES	6
4.1 Contenu de la candidature	6
4.2 Recevabilité de la candidature	7
4.3 Appréciation de la candidature	7
5 CONTENU ET MODALITES D'APPRECIATION DE L'OFFRE	7
5.1 Contenu de l'offre	8
5.2 Recevabilité des offres	9
5.3 Négociations	10
5.4 Remise par les soumissionnaires de leur meilleure et dernière offre	11
5.5 Modalités d'appréciation des meilleures et dernières offres	11
5.6 Attribution du marché	12
ANNEXE 1 - PRECISIONS SUR LES MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS	14
ANNEXE 2 : MATRICE DE CONFORMITE DE L'OFFRE	18
ANNEXE 3 : TABLEAU DE DECOMPOSITION DETAILLEE DES PRIX	19
ANNEXE 4 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE	20
ANNEXE 5 - PROCEDURES DE RECOURS	21

LISTE DES ABREVIATIONS

AE-CCAP	Acte d'engagement et Cahier des clauses administratives particulières
ASM	Autorité signataire du marché
BPL	Base Principale du Levant
CAC Armement	Cahier des clauses administratives communes « Armement »
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
DGA	Direction générale de l'armement
ISC	Informations ou supports classifiés
MAPA	Marché à procédure adaptée
PLACE	Plate-forme d'achat de l'État
RC	Règlement de la consultation
STB	Spécification technique de besoin
S2A	Service des achats d'armement

ARTICLE LIMINAIRE

L'autorité habilitée à signer le marché public au nom et pour le compte de l'État est le chef du service des achats d'armement (DGA/DOMN/S2A), l'un de ses adjoints, l'une de ses ASM ou l'un de ses délégataires.

L'entité en charge de l'achat est :

MINISTERE DES ARMEES

DIRECTION GENERALE DE L'ARMEMENT

DIRECTION DES OPERATIONS, DU MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE ET DU NUMERIQUE

Services des achats d'armement S2A

Division achats Sud-Est – site de Toulon.

Les informations communiquées par l'acheteur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du présent marché public.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

La présente consultation n'engage pas l'État à notifier le marché public correspondant.

1 OBJET DU PRÉSENT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent document définit les modalités de la consultation portant sur des prestations de vols de drones en essaims sous voilure fixe et de leur fourniture au profit des essais de DGA EM – site Méditerranée.

Conformément à l'article R.2323-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la seule base des offres initiales.

2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation est, entre autre, constitués des documents suivants :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Modalités de transmission des plis ;
 - o Annexe 2 : Matrice de conformité de l'offre ;
 - o Annexe 3 : Tableaux de décomposition détaillée des prix ;
 - o Annexe 4 : Documents à fournir par l'attributaire ;
 - o Annexe 5 : Instance chargée des procédures de recours.
- le projet de cahier des clauses administratives particulières avec ses annexes valant acte d'engagement (AE-CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence 2025/343 du 27/03/2025 version 1.0 et ses annexes qui contient les exigences et dispositions techniques.

Ces documents sont la propriété de l'Etat. Les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

3 ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Pour ses échanges avec les candidats, le S2A communiquera principalement via la messagerie sécurisée de la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) par message électronique transmis à l'adresse indiquée par les candidats. Il appartient aux candidats de prendre régulièrement connaissance du contenu de leur messagerie.

3.1 Allotissement du marché

Le marché n'est pas alloti.

3.2 Demandes de précisions

a. Demandes de précisions par les candidats/soumissionnaires

Les demandes de précision d'ordres administratif et technique qui pourront avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devront parvenir aux correspondants identifié ci-dessous **via la PLACE** (cf. annexe 1), au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

La réponse de l'autorité signataire, si elle intéresse l'ensemble des candidats/soumissionnaires, sera portée à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur PLACE. La réponse sera transmise **sous réserve que la question et la réponse ne dévoilent pas des éléments relatifs au secret des affaires** du soumissionnaire ayant posé la question.

Aucune information ne sera transmise par téléphone.

Pour les questions transmises hors délai, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat/soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser le délai de remise des plis.

Pour autant que les soumissionnaires les aient demandés dans le délai fixé ci-avant, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux soumissionnaires via PLACE au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les soumissionnaires souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

3.4 Protection du secret

Accès à une ou plusieurs catégories d'emprise

Les prestations dues au titre du présent projet de marché nécessiteront l'accès à une emprise « point d'importance vitale » (PIV).

Les dispositions du code de la défense, de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (appelée IGI dans la suite du texte), de l'Instruction ministérielle 900 relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles (dit « IM » dans la suite du texte), du code pénal, des réglementations spécifiques ainsi que celles du plan de prévention de chaque emprise concernée sont applicables en fonction de la catégorie d'emprise concernée.

Accès des personnels extérieurs intervenant sur un site relevant du ministère des armées :

Le projet de marché faisant l'objet du présent règlement de la consultation prévoit la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté à l'égard des personnes physiques extérieures au ministère des armées qui seraient amenées à intervenir sur une emprise du ministère des armées au titre du présent marché.

Cette enquête administrative préalable à l'accès aux zones sensibles fera l'objet d'un encadrement strictement prévu pour chaque emprise. Elle permet d'autoriser ou, le cas échéant, de refuser l'accès au site du ministère. Les opérateurs concernés devront prendre contact, dans un délai suffisant, auprès du responsable du site visé (ou de son représentant) pour connaître les

obligations précises en matière d'accès. Dans l'hypothèse d'un accès à des zones relevant de régimes différents, le régime le plus rigoureux sera mis en œuvre.

Clauses relatives au marché sensible

Le présent marché est un marché sensible.

La recevabilité des offres est subordonnée au respect des dispositions de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (dit « IGI » dans la suite du texte) et de l'Instruction ministérielle 900 relative à la protection du secret et des informations *diffusion restreinte* et sensibles (dit « IM » dans la suite du texte), et notamment de leur titre IV.

3.5 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre des procédures de passation des marchés publics, un traitement de données à caractère personnel a lieu.

Les données sont traitées pour les finalités suivantes : la gestion des procédures d'achat en passation et la gestion des procédures d'achat en exécution. Ces données sont accessibles aux personnels du service des achats d'armement en charge de la gestion contractuelle dans le strict respect de leurs attributions.

Les données sont conservées : 5 ans à compter de la date de signature du marché pour le traitement « gestion des procédures d'achat en passation » et 5 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour le traitement « gestion des procédures d'achat en exécution ». Pendant ces périodes, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Le destinataire de la présent mention d'information la communique aux personnes concernées.

Conformément au Règlement Général sur la protection des données (RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018, les personnes concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification sur leurs données ou encore de limitation de traitement. Lesdites personnes peuvent, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer leurs droits en contactant le correspondant RGPD de la DGA à l'adresse suivante : dga.rgpd.fct@intradef.gouv.fr

4 CONTENU ET MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES

Les candidats devront transmettre simultanément leurs dossiers de candidature et leur 1^{ère} offre.

Conformément à l'article R 2343-19 du code de la commande publique, les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

La phase d'examen des candidatures sera effectuée après celle d'examen des offres.

Seuls les éléments de candidature du titulaire pressenti seront étudiés. S'il s'avère que ce dernier ne respecte pas les conditions de candidature exigées, il sera éliminé (cf. 4.2 Recevabilité de la candidature) et la candidature du soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après sera alors examinée. Cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

4.1 Contenu de la candidature

A l'appui de sa candidature, chaque candidat produit tous les renseignements et documents ci-dessous :

- a. Les formulaires **DC 1** et **DC 2**, entièrement complétés dans leur dernière version et accessibles sur le site <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis> ;

- b. Un **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 du code de la commande publique ;
- c. La **copie du jugement** de votre entreprise en cas de **redressement judiciaire** ;
- d. Un **certificat** prouvant que l'entreprise a satisfait à ses **obligations fiscales** auprès du Trésor Public (formulaire 3666 pour l'impôt sur les revenus ou formulaire directement en ligne via le compte fiscal pour l'impôt sur les sociétés et la TVA) de moins de douze mois ;
- e. « **Attestation de vigilance** » : « attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales » datant de moins de 6 mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions (attestation de l'URSSAF mentionnant « article L.243-15 du code de sécurité sociale ») (art D 8222-5 du code du travail) ;
- f. Les **attestations d'assurance** des garanties souscrites ;
- g. La **copie du jugement** de votre entreprise en cas de redressement judiciaire ;
- h. Une liste nominative des **salariés étrangers** employés, s'ils sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du travail, précisant pour chacun d'entre eux : date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D 8254-2 du code du travail) ;
- i. Le cas échéant, en cas de **sous-traitance**, les renseignements figurant à la déclaration de sous-traitance téléchargeable à l'adresse <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/sous-traitance> .

Les candidats qui ne sont pas en mesure de fournir les justificatifs demandés sont autorisés à apporter la preuve de leurs capacités par d'autres moyens considérés comme équivalents.

4.2 Recevabilité de la candidature

Seront rejetées sans évaluation ni jugement sur le fond, toute candidature parvenant après la date et l'heure limites fixées.

Conformément aux articles R. 2344-1 et R 2344-3 du code de la commande publique, l'acheteur pourra demander au titulaire pressenti qui n'a pas présenté la totalité des justificatifs demandés, de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié (fixé dans les demandes de compléments). L'acheteur pourra également décider de demander au candidat d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

4.3 Appréciation de la candidature

Les candidatures seront appréciées sur la base des renseignements et documents demandés ci-dessus, en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que de leurs garanties et capacités techniques et financières.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient prises en compte celles d'autres opérateurs économiques, s'il justifie de leurs capacités et apporte la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Après analyse du contenu des pièces à fournir au titre du dossier de candidature, l'acheteur rejettera les candidatures ne présentant pas la totalité des justificatifs demandés au titre du dossier de candidature ou étant dans un cas d'interdiction de soumissionner.

La présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs des pays tiers à l'Union européenne et à l'Espace économique européen.

5 CONTENU ET MODALITES D'APPRECIATION DE L'OFFRE

Les modalités de remise des plis décrites dans l'annexe 1 sont applicables tant à la 1^{ère} offre, qu'aux offres intermédiaires et meilleure et dernière offre.

L'ensemble des documents demandé ci-après devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains de ces documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

L'autorité signataire du marché (ASM) ou son représentant fera procéder à l'ouverture des plis contenant les 1^{ères} offres qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites annoncées dans les documents de la consultation. L'ouverture de ces plis n'est pas publique.

5.1 Contenu de l'offre

L'offre sera constituée des documents suivants :

► **Offre financière** :

- Le cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (AE/CCAP) et ses annexes complétées ;
- L'offre financière détaillée par sous-ensembles de prestations/fournitures en respectant la structure proposée dans le tableau de décomposition financière en annexe 3 ;

A ce titre, comme indiqué à l'article 6.08 de l'AE-CCAP, l'hébergement et la restauration peuvent être pris sur la BPL. Des solutions d'hébergement et de restauration sont également accessibles sur la partie civile de l'île du Levant (Héliopolis, commune d'Hyères).

A titre informatif, et dans l'hypothèse où le titulaire souhaiterait avoir recours à cette possibilité, les tarifs de la BPL sont les suivants :

- La nuitée est facturée 35 € ;
- Le repas est facturé 15€.

La disponibilité maximale requise pour le titulaire étant de 3 semaines, le **montant forfaitaire par personne à inclure dans l'offre financière pour ces prestations** (correspondant à 12 nuitées et 27 repas) est de **825€ TTC / personne**.

Si la réalisation des vols prévus dans le cadre de ce marché le permet, il est possible que toutes ces prestations ne soient pas consommées. Cette somme est forfaitisée et restera due par la personne publique au titulaire dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Aucune indication de montant ne devra apparaître sur les documents ou lettres n'étant pas identifiés comme partie de l'offre financière.

La proposition financière devra indiquer clairement le montant total HT et le montant TTC de l'ensemble de l'offre.

► **Offre technique** :

L'offre technique sera rédigée par le soumissionnaire sur la base du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et présentera tous les éléments permettant de justifier la solution technique proposée. Elle comprendra notamment les éléments suivants :

- la **compréhension du besoin** avec tous les documents que le soumissionnaire jugera utile afin de mettre en évidence des points techniques importants ;
- la **description de la solution proposée** et, en particulier, la documentation technique présentant :
 - ⇒ la conception des drones : des preuves (courbes issues de data de vols) que les drones proposés atteignent les performances spécifiées au CCTP ;
 - ⇒ le système intégré de pilotage d'essaims de drones ;
- la **démonstration de la capacité à piloter un essaim de drones** via des enregistrements de données de mission réelle, des vidéos prouvant que le candidat maîtrise et a déjà réalisé avec succès la mise en œuvre et la coordination en vol d'essaims de drones évoluant sous voilure fixe ou VTOL (une référence basée uniquement sur des drones multi-rotors ne sera pas considérée comme suffisante, ni uniquement une simulation) ;

- la présentation de l'**organisation** mise en place pour répondre aux exigences du CCTP ;
- une **matrice de conformité** (voir modèle en annexe 2) reprenant l'ensemble des exigences et indiquant, pour chaque exigence du CCTP, si elle est satisfaite

L'ensemble des documents ci-dessus devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains de ces documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

▸ **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres sera de **6 mois** calendaires à compter de la date fixée pour la réception des offres.

▸ **Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

▸ **Déclaration des sous-traitants**

Le terme « sous-traitant » désigne l'opérateur économique avec lequel le titulaire du marché conclut, aux fins de la réalisation d'une partie de celui-ci, un contrat de sous-traitance au sens de l'article L 2393-1 du code de la commande publique.

Les sous-traitants feront l'objet d'une acceptation dans les conditions prévues aux articles L. 2393-8, R.2393-24 à R.2393-32 et R.2393-21 et R.2393-22 du code de la commande publique. A cette fin, le soumissionnaire joindra la déclaration mentionnée à l'article R.2393-25 du même code.

Cette déclaration (téléchargeable à l'adresse <https://www.armement.defense.gouv.fr> pour les contrats de sous-traitance) comportera les éléments suivants :

- ⇒ le nom et dénomination sociale, le numéro SIRET (ou équivalent pour les sociétés étrangères) ainsi que l'adresse du sous-contractant proposé ;
- ⇒ la nature et le prix des prestations faisant l'objet du sous-contrat ;
- ⇒ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- ⇒ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- ⇒ le lieu d'exécution des prestations sous-traitées.

Le soumissionnaire joindra également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner (définie aux articles L 2341-1 à L 2341-3 du code de la commande publique et L 2141-7 à L 2141-11 du CPP du code de la commande publique) mentionnée aux articles R 2393-25 et suivant du code de la commande publique pour les sous-traitants au sens de l'article L 2193-2 du code de la commande publique.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Pour information, l'administration n'est pas tenue d'accepter le sous-traitant. Notamment, sera rejeté tout sous-traitant ne répondant pas aux obligations liées aux modalités d'accès, nécessaire à l'exécution du marché, sur un site du ministère des armées. Ces obligations varient en fonction du type de catégorie d'emprise concerné (cf. Instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale).

5.2 Recevabilité des offres

- **Seront rejetées les 1^{ères} offres :**

✓ **sans jugement sur le fond :**

- parvenant après la date et l'heure limites fixées dans le présent règlement, éventuellement reportées ;

- dont les éléments substantiels ne sont pas en langue française ou non accompagnés d'une traduction en langue française ;

✓ avec jugement sur le fond :

- jugées inappropriées au sens de l'article L 2152-4 du code de la commande publique ;
- jugées anormalement basses au sens de l'article R 2152-4 du code de la commande publique ;
- jugées irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique, et après application éventuelle par la personne publique de la possibilité qui lui est offerte de régulariser les offres irrégulières qui ne sont pas anormalement basses ;
- jugées inacceptables au sens de l'article L 2152-3 du code de la commande publique. Toutefois, pour les 1^{ères} offres, s'il y a recours à la négociation par la suite, la personne publique se réserve le droit d'utiliser la possibilité qui lui est offerte de permettre aux offres inacceptables de devenir acceptables à l'issue de la négociation.

L'absence de remise d'offre (1^{ère} offre et offres intermédiaires) est elle-même considérée comme une renonciation du soumissionnaire à participer à la procédure. Il est donc également éliminé à ce titre.

► **Seront rejetées les meilleures et dernières offres :**

✓ sans jugement sur le fond :

- ⇒ parvenant après la date et l'heure limites imparties pour leur remise, éventuellement reportées ;
- ⇒ provenant de groupements d'opérateurs économiques ayant été modifiés dans des conditions contraires aux éléments fixés au 4.1 dans l'avis de publicité ;
- dont les éléments substantiels ne sont pas en langue française ou non accompagnés d'une traduction en langue française ;

✓ avec jugement sur le fond :

- ⇒ jugées inappropriées au sens des dispositions de L 2152-4 du code de la commande publique ;
- ⇒ jugées inacceptables au sens de l'article L 2152-3 du code de la commande publique ;
- ⇒ jugées irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique. Toutefois, la personne publique se réserve le droit d'utiliser la possibilité qui lui est offerte par ce même article de régulariser les offres irrégulières qui ne sont pas anormalement basses dans un délai approprié à condition que cela n'ait pas pour effet de modifier substantiellement les offres.

Nota :

La régularisation des offres ne peut avoir pour effet de modifier substantiellement les offres.

Dans le cas où l'autorité signataire n'autoriserait pas la régularisation de l'offre, celle-ci serait éliminée sans être ni notée ni classée.

L'absence de remise de meilleure et dernière offre est elle-même considérée comme une renonciation du soumissionnaire à participer à la procédure. Il est donc également éliminé à ce titre.

5.3 Négociations

Conformément à l'article R.2323-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la seule base des offres initiales. Dans ce cas, les clauses suivantes liées à la meilleure et dernière offre s'appliqueront à la 1^{ère} offre (notamment les dispositions de l'article 5.5 *infra*).

La négociation pourra conduire l'Acheteur à modifier le dossier de consultation des entreprises autant de fois que nécessaire à la condition que les modifications introduites ne soient pas substantielles et que le principe d'égalité de traitement entre les soumissionnaires soit garanti.

L'offre initiale et les éventuelles offres intermédiaires ne sont pas notées.

Les négociations se déroulent en français.

À l'issue de(s) négociation(s), une dernière et meilleure offre sera demandée à l'ensemble des soumissionnaires admis à négocier.

5.4 Remise par les soumissionnaires de leur meilleure et dernière offre

La demande de meilleure et dernière offre peut être accompagnée d'une version mise à jour du CCTP, du CCAP ou autre document transmis.

Ce nouvel envoi devra parvenir selon les modalités fixées à l'annexe 1, avant la date et l'heure limites fixées.

5.5 Modalités d'appréciation des meilleures et dernières offres

► Motifs d'élimination

A l'issue des négociations, après réception de la meilleure et dernière offre, seront éliminées sans être classées, les offres :

- ⇒ ne répondant pas à au moins une **exigence éliminatoire** du cahier des clauses techniques particulières (correspond aux exigences primordiales, évalué via la matrice de conformité en annexe x) ;

Seront considérées comme non tenues, et entraînant l'élimination du soumissionnaire, les exigences éliminatoires pour lesquelles :

- le soumissionnaire ne s'engage pas ou s'engage partiellement,
- ou la justification technique de la satisfaction de l'exigence est absente, ou erronée, ou non explicite, ou contradictoire avec les spécifications ou/et l'offre,
- ou dont la faisabilité technique n'est pas démontrée.

En l'absence de remise de meilleure et dernière offre, le soumissionnaire sera éliminé.

Lors de l'exécution du marché, une exigence technique éliminatoire non tenue pourra donner lieu à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

► Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Conformément à l'article R 2352-8, les offres répondant au fond et à la forme imposés par le règlement de la consultation seront notées et classées sur la base des critères suivants :

Désignation du critère	Pondération
1- Critère prix	70%
2- Critère technique	30%

L'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères indiqués ci-dessus, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée, sera retenue.

1- Note P - critère prix

Le soumissionnaire le mieux-disant (proposant le prix le moins élevé) obtiendra la note maximale de 20 points. Les autres offres seront notées de façon dégressive selon la formule ci-dessous, la différence de notation résultant de l'écart entre les prix proposés étant strictement proportionnelle :

$$NP = 20 \times (\text{offre la plus basse} / \text{offre du candidat examiné})$$

2- Note T – critère technique

Le critère technique est jugé sur la réponse aux exigences listées dans le tableau ci-dessous. Lorsqu'une exigence est primordiale, elle définit une performance minimum à atteindre. Si cette performance n'est pas atteinte, alors l'offre est éliminée. En complément, **pour les quatre critères**

listés ci-dessous, les offres proposant une performance supérieure au seuil minimum seront valorisées de la manière décrite ci-dessous.

Détail des critères jugés dans la cadre de la note technique sur **20 points** :

Critères techniques	Unité	Performance minimum à atteindre	Exigence du CCTP	Points maximum attribués à l'offre la mieux-disante
CT1 - Vitesse de croisière <i>Mieux-disant = drone le plus rapide</i>	Mètre /seconde	20 m/s	(P) {T-8}	6
CT2 - Autonomie <i>Mieux-disant = drone qui vole le plus longtemps</i>	minute	60 mn	(P) {T-9}	5
CT3 - Portée de la liaison DLink <i>Mieux-disant = drone qui maintien la liaison sur la plus longue distance</i>	kilomètre	20 km	(P) {T-10}	4
CT4 - Réception des positions AIS	-	<i>non éliminatoire</i>	(S) {T-27}	Oui = 5 Non = 0

Pour chacun des critères listés dans le tableau ci-dessus, **le soumissionnaire le mieux-disant obtiendra le maximum des points attribués au critère**. Les autres offres seront notées de façon dégressive et obtiendront une note proportionnelle à l'écart relatif constaté avec l'offre la mieux-disante selon la formule suivante :

$$CTn = \text{barème} \times (\text{offre la mieux-disante} / \text{offre du candidat examiné})$$

La note technique totale est calculée sur 20 en réalisant la somme des quatre critères techniques listés ci-dessus :

$$NT = CT1 + CT2 + CT3 + CT4$$

3- Note globale

La note globale pondérée (NGP) sera, en fonction des critères énoncés ci-dessus et de leur pondération, calculée comme suit :

$$NGP = (NP \times 0,7) + (NT \times 0,3)$$

L'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères précités, sera celle ayant obtenu la note finale la plus élevée.

5.6 Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse, à la condition qu'il produise les documents listés à l'article 4.1 et en annexe 4.

En outre, il est également demandé à l'attributaire pressenti de faire signer son offre par une personne habilitée à le représenter.

S'il ne satisfait pas à ces obligations, l'acheteur écartera définitivement l'offre de ce soumissionnaire qui sera éliminé. Après cette élimination, le soumissionnaire dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères de notation sera alors sollicité. Ce soumissionnaire sera soumis aux mêmes obligations. Cette procédure pourra être reproduite tant qu'il existe des offres classées.

L'attributaire est responsable de ses sous-contractants : il doit vérifier qu'ils ne sont pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, tant avant la notification du marché que pendant l'exécution, notamment via les documents cités à l'annexe 4.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à la possibilité pour l'acheteur de déclarer la procédure sans suite ; dans ce cas, les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

ANNEXE 1 - PRECISIONS SUR LES MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

Dans le cadre de la présente consultation, les offres sont obligatoirement dématérialisées et transmises par voie électronique, via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

1. GÉNÉRALITÉS SUR LA TRANSMISSION DES PLIS

Les plis sont transmis en une seule fois par voie dématérialisée. Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même soumissionnaire, seul est ouvert le dernier pli reçu par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la réception des plis (hors cas de transmission d'une copie de sauvegarde).

Dépôt d'un pli en groupement

En cas de signature demandée par l'acheteur, si le pli est déposé par un groupement, l'acte d'engagement valant CCAP devra être signé par chacun des membres du groupement (si le mandataire n'est pas habilité à signer).

2. TRANSMISSION DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

Le dépôt des plis par voie électronique s'effectue sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE), accessible à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr ou depuis les portails www.achats.defense.gouv.fr ou www.armement.defense.gouv.fr

Attention, l'acheteur se réserve la possibilité de matérialiser le marché, bien que l'offre ait été reçue électroniquement.

2.1 Modalités de transmission des plis par voie électronique via la PLACE

La signature de l'AE/CCAP n'est pas exigée dans le cadre de la remise de l'offre initiale.

Afin de transmettre son pli par voie électronique, les opérateurs économiques devront :

- Se procurer un certificat numérique, conforme aux dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique ;
- S'identifier (ce qui nécessite de s'inscrire au préalable sur le site de PLACE), en indiquant, lors du dépôt, leur raison sociale ainsi que le nom, prénom, et adresse électronique de la personne physique en charge du dossier ;
- Les sociétés intéressées pour s'inscrire sur le SI PORTAIL doivent avoir préalablement fait la demande de parution dans les listes de diffusion publique « Sirene » en adressant leur demande par lettre au directeur général de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, Timbre E230, 88 avenue Verdier - CS 70058 - 92541 Montrouge Cedex ou en adressant un courriel à sirene-diffusion-publique@insee.fr (en joignant les documents scannés suivant : lettre de demande de mise en diffusion publique et une copie recto-verso de la carte d'identité).

Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour quasi immédiat un accusé de réception électronique de son dépôt.

ATTENTION : Le délai nécessaire au dépôt sur PLACE peut varier en fonction de la taille des fichiers (100 Mo maximum). Il appartient au soumissionnaire de débiter le dépôt de son pli dans un délai suffisant pour en permettre le dépôt effectif avant l'heure limite de réception des plis. Par dépôt effectif, il est notamment entendu réception du dernier « octet ».

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' est accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy éventuellement en place dans son entreprise.

2.2 Précisions sur la signature électronique

Par application de l'arrêté susvisé, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Il est rappelé aux soumissionnaires que la signature électronique doit être apposée directement sur chacun des fichiers nécessitant une signature.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

2.2.1. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

Les certificats de type RGS 2 ou 3 étoiles ou équivalent en cours de validité sont recevables jusqu'à expiration.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification de confiance et répondant aux exigences du règlement européens eIDAS

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/>
- sur <http://www.lsti-certification.fr>
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen Eidas et l'outil de création de signature électronique proposé par PLACE, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2^{ème} cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes (*certificat qualifié (niveau 3) et la signature électronique qualifiée (niveau 4). Seuls les niveaux 3 et 4 sont autorisés*).

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des soumissionnaires.

2.2.2. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, outil de signature PLACE, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui de PLACE, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société, soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire signe et il doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

2.2.3. Rappel général

Un fichier zip signé ne vaut pas signature du ou des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

2.3 Formats et nommage utilisés pour les documents de nature électronique

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type filzip ou .zip ou équivalent.

Seul le format de fichier PDF est accepté pour les documents faisant l'objet de signature électronique.

Pour les documents ne faisant pas l'objet de signature électronique, seuls les formats de fichier largement disponibles sont acceptés : Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, fichier compressé au format ZIP (ou équivalent).

Par ailleurs, il est conseillé de nommer les fichiers transmis de la manière suivante : **date_niveauprotection_émetteur_titre.xxx**

avec :

- date : il s'agit de la date du document au format anglo-saxon. Par exemple, le 15 février 2013 sera transcrit dans le nommage sous la forme : 20130215 ;
- niveau de protection : indiquer systématiquement la mention « np » ;
- émetteur : correspond au nom du soumissionnaire ;
- titre : sigle du document (offre technique, offre financière, DC 1 ...) ;
- xxx : extension utilisée.

Ci-après un exemple de nommage de document au format conseillé :
20250215_np_soumissionnaire_dc1.pdf

2.4 Assistance PLACE

La création d'une demande d'assistance en ligne est un prérequis obligatoire pour contacter le support téléphonique. Par ce formulaire, le support aura accès au contexte technique de votre poste et pourra donc mieux répondre à votre demande.

Un message de confirmation vous sera transmis avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support qu'il est recommandé d'utiliser en cas d'urgence.

2.5 Possibilité de recours au coffre-fort électronique

Le soumissionnaire a la possibilité de mettre à disposition les attestations fiscales et sociales et tout autre document similaire (exemple : K bis), sur son compte entreprise PLACE et dans son coffre-fort électronique.

Dans ce cas, les documents ainsi déposés pourront être utilisés au titre d'autres consultations, en fonction de leur date de validité. Pour information, le soumissionnaire pourra, de manière intemporelle, accéder à la liste des documents de son entreprise et ainsi mettre à jour ces documents.

ANNEXE 2 : MATRICE DE CONFORMITE DE L'OFFRE

A compléter

Cf. fichier Excel joint « *RC annexe 2 – Matrice de conformité de l'offre* »

La tenue des exigences primordiales (P) est obligatoire sous peine d'élimination

ANNEXE 3 : TABLEAU DE DECOMPOSITION DETAILLEE DES PRIX

A compléter

Cf. fichier Excel joint « *RC annexe 3 – Décomposition financière* »

ANNEXE 4 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE

En complément des éléments listés au §4.1 du RC :

- a. Lorsque **l'immatriculation du cocontractant** au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un document mentionnant **son numéro unique d'identification** (numéro SIREN permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 du code de la commande publique)
- b. **Pour les étrangers**, il est demandé les documents suivants¹ :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France (art D 8222-7 du code du travail) ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale (art D 8222-7 du code du travail) ;
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants (art D 8222-7 du code du travail) : un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle (à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel) ; pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
 - Quel que soit le montant du marché, pour le soumissionnaire étranger détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat) : une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) (art D 8254-3 code du travail).

L'ensemble de ces documents devra être rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français.

¹ Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas un tel document ou lorsque ce dernier n'est pas complet quant à l'interdiction de soumissionner visée, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

ANNEXE 5 - PROCEDURES DE RECOURS

1- Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de TOULON

Adresse postale : 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 Toulon

Email : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Téléphone : 04 94 42 79 30

Adresse internet : toulon.tribunal-administratif.fr

2 - Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Les recours juridictionnels suivants peuvent être exercés contre cette procédure de passation et le contrat en cause : un référé précontractuel (art. L.551-1 et s. du code de justice administrative) depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ; un référé contractuel (art. L. 551-13 et s. du code de justice administrative) dans un délai de trente-et-un jours en cas de publication d'un avis d'attribution du contrat au journal officiel de l'Union européenne ou dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, en l'absence de la publication d'un avis d'attribution ou de la notification de la conclusion du contrat ; un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, Ass., 4 avr. 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994). »